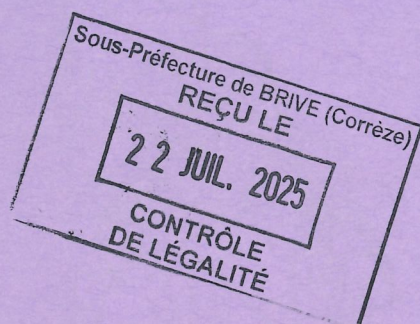
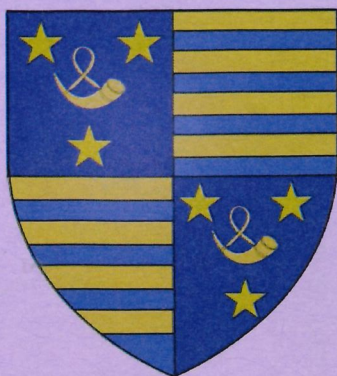


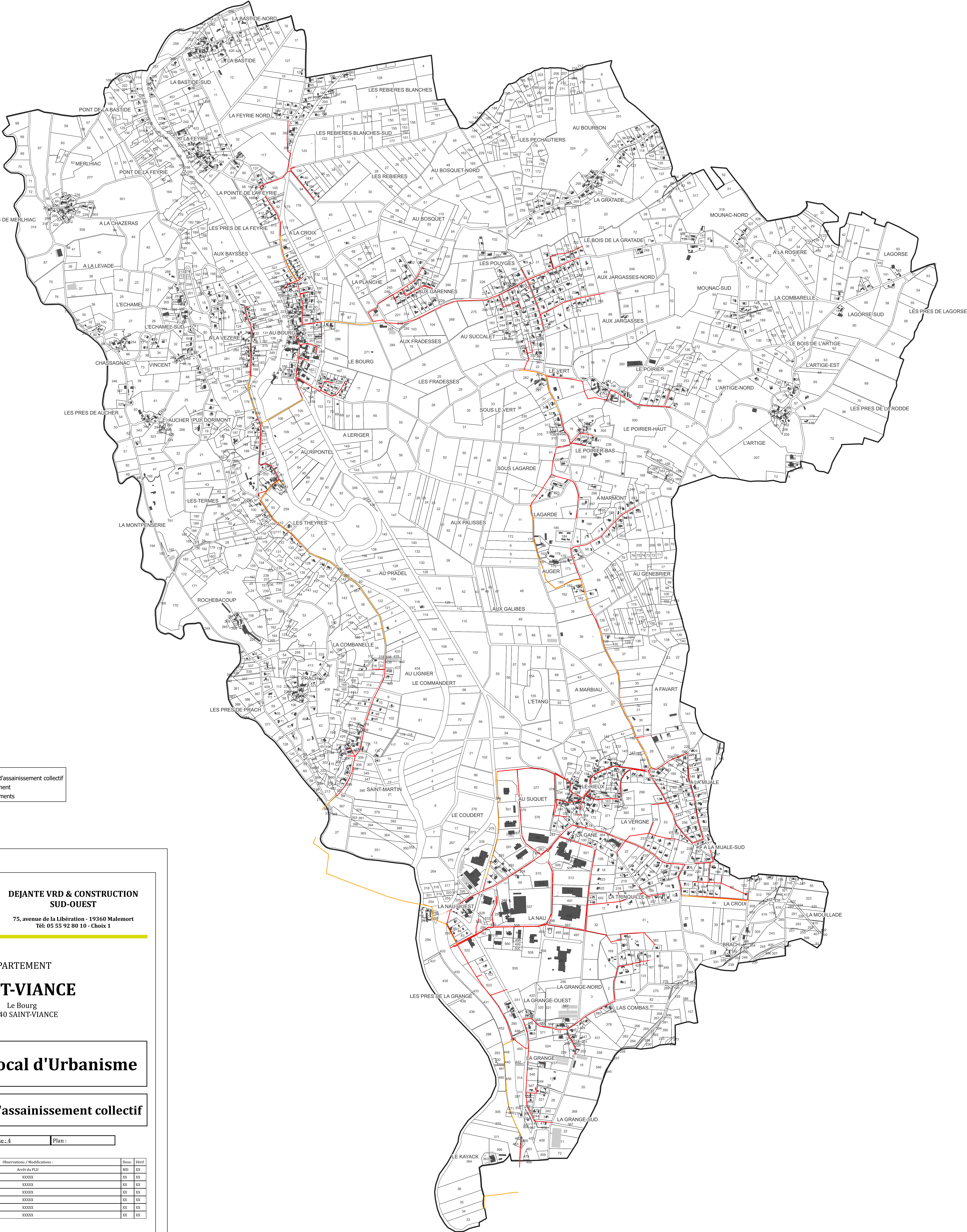


SAINT-VIANCE

Elaboration du PLU

5.2 Réseaux

(Juillet 2025)



Réseau d'assainissement collectif
Refolement
Branchements



DEJANTE VRD & CONSTRUCTION
SUD-OUEST

75, avenue de la Libération - 19360 Malemort
Tél: 05 55 92 80 10 - Choix 1

Maître d'ouvrage:

DEPARTEMENT
SAINT-VIANCE
Le Bourg
19240 SAINT-VIANCE



Plan Local d'Urbanisme

Plan du réseau d'assainissement collectif

Echelle: 1 / 7500 Phase: 4 Plan:

Ind.:	Date:	Observations / Modifications:	Dess:	Vérif:
1	17/12/2024	Arrêt du PLU	MD	XX
XX	XX/XX/XXXX	XXXXXX	XX	XX
XX	XX/XX/XXXX	XXXXXX	XX	XX
XX	XX/XX/XXXX	XXXXXX	XX	XX
XX	XX/XX/XXXX	XXXXXX	XX	XX
XX	XX/XX/XXXX	XXXXXX	XX	XX

DEPARTEMENT DE CORREZE COMMUNE DE ST VIANCE

CONTROLE ET GESTION DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

GESTION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

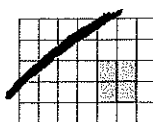
septembre 1999

Réalisé par

G2C environnement

75 avenue de Paris

19100 Brive la Gaillarde



G2C environnement

Conseils et assistance technique pour la gestion de l'environnement et du patrimoine

Sommaire

1. INTRODUCTION.....	3
2. L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	5
2.1. Contexte législatif	6
2.1.1. Arrêté du 6 mai 1996	6
2.1.2. Circulaire du 22 mai 1997, annexe 1	8
2.2. Mise en place d'un service de contrôle de l'assainissement non collectif	11
2.2.1. Les objectifs	11
2.2.2. Les différents types de contrôles.....	12
2.2.2.1. le contrôle de la conception :	12
2.2.2.2. le contrôle de la filière après réalisation :	13
2.2.2.3. le contrôle de fonctionnement :	13
2.2.3. Organisation et répercussions financières	16
2.3. Gestion partielle de l'assainissement non collectif.....	18
2.4. Gestion totale de l'assainissement non collectif	19
2.5. Mise en place d'un service intercommunal	22
2.5.1. Service de contrôle de l'assainissement non collectif.....	22
2.5.2. Service de gestion partielle de l'assainissement non collectif	22
2.5.3. Service de gestion de l'assainissement non collectif	23
2.6. Service départemental d'assistance technique au contrôle de l'assainissement non collectif.....	24
2.6.1. le contrôle de la bonne exécution des nouvelles installations.....	24
2.6.2. le suivi des installations existantes.....	25
2.7. Rappel de la nécessité de communiquer	26
3. L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	27
3.1. La gestion de l'assainissement collectif.....	28
3.1.1. Différents modes de gestion de l'assainissement	28
3.1.2. L'exploitation d'un service d'assainissement.....	30
3.1.2.1. Conditions d'exploitation.....	30
3.1.2.2. Le coût des services d'assainissement ruraux	30
3.1.2.3. Application à la commune	32



1. Introduction



Depuis 1992, la Loi sur l'Eau du 3 janvier oblige les communes à assurer le **contrôle de l'assainissement non collectif**, l'arrêté du 6 mai 1996 (NOR :ENVE9650185A) en fixe les modalités.

Cependant, une commune peut décider d'aller au-delà des obligations **réglementaires** et prendre à sa charge la gestion de l'assainissement non collectif. Alors, elle ne se contentera pas d'effectuer un contrôle de l'assainissement non collectif, **elle organisera la collecte des matières de vidanges et la réhabilitation des filières défectueuses.**

En ce qui concerne l'assainissement collectif, la commune se doit d'organiser la gestion de ce service public comprenant le suivi et l'entretien des réseaux d'assainissement (eaux usées et eaux pluviales) ainsi que de la station d'épuration ; **le but étant bien entendu, de permettre une préservation optimale du milieu naturel.**

Entre le respect des obligations réglementaires et une volonté politique forte, la commune de **ST VIANCE**, au sein de l'agglomération briviste **se devra de faire des choix de gestion en assainissement lui assurant un développement durable et une amélioration de son cadre de vie.**

Ainsi, au plus tard avant 2005, la commune de ST VIANCE devra avoir répondu aux questions suivantes :

- « Comment allons-nous organiser le contrôle de l'assainissement non collectif, et avec quels moyens ? »
- « Dans le cadre de l'agglomération de Brive, quel mode de gestion de l'assainissement collectif, la commune va-t-elle mettre en place ? »

La commune de ST VIANCE va donc apprendre à répondre à ces questions selon ses objectifs, de manière communale, intercommunale voire partiellement départementale.

Le présent rapport tentera donc d'éclairer les élus sur les objectifs à atteindre, les méthodes à employer et les coûts financiers à prévoir pour la mise en place des services d'assainissement collectif et non collectif.

Dans ce rapport, il ne sera fait aucune distinction entre les modes de gestion en régie et par délégation de service. Quelles que soient les orientations prises par la collectivité, la problématique restera la même et les répercussions financières dépendront de ses partenaires publics et privés.



2. L'assainissement non collectif



2.1. Contexte législatif

Dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, les communes ont obligation d'assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et peuvent facultativement proposer l'entretien de ces installations et par extension, leur mise en conformité.

2.1.1. Arrêté du 6 mai 1996

L'arrêté du 6 mai 1996 (NOR :ENVE9650185A) fixe les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif.

Art. 1^{er} : « L'objet de cet arrêté est de fixer les modalités du contrôle technique exercé par les communes en vertu des articles L. 2224-8 et L.2224-10 du code général des collectivités territoriales, sur les systèmes d'assainissement non collectif tels que définis par l'arrêté du 6 mai 1996 (NOR :ENVE9650184A) fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif. »

Art.2 : « Le contrôle technique exercé par la commune sur les systèmes d'assainissement non collectif comprend :

- 1- **La vérification technique de la conception**, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, cette dernière vérification peut être effectuée avant remblaiement.
- 2- **La vérification périodique de leur bon fonctionnement** qui porte au moins sur les points suivants :
 - vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité ;
 - vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;
 - vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

Dans le cas d'un rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité des rejets peut être effectué. Des contrôles occasionnels peuvent en outre être effectués en cas de nuisances constatées dans le voisinage (odeurs, rejets anormaux) ;



3- Dans le cas où la commune n'a pas décidé la prise en charge de leur entretien :

- la **vérification** de la réalisation périodique **des vidanges** ;
- dans le cas où la filière en comporte, la **vérification** périodique de l'entretien **des dispositifs de dégraissage.** »

Art.3 : « L'accès aux propriétés privées prévu par l'article L.35-10 (" les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application des articles L.35-1 et L.35-3 ou pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service ") du code de la santé publique doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié aux intéressés dans un délai raisonnable. »

Art.4 : « Les observations réalisées au cours d'une visite de contrôle doivent être consignées sur un rapport de visite dont une copie est adressée au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux. »

Art 5 : « Le directeur général de la santé, le directeur général des collectivités locales et le directeur de l'eau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française. »

En résumé...

... La commune doit impérativement avant le 31 décembre 2005, mettre en place le contrôle de l'assainissement non collectif afin de permettre la vérification technique de la conception et du bon fonctionnement du système implanté et donc de son innocuité sur le milieu naturel.



2.1.2. Circulaire du 22 mai 1997, annexe 1

Cette circulaire a pour objectif dans son annexe 1, d'expliquer les deux arrêtés du 6 mai 1996 et de synthétiser à travers de nombreuses références aux codes juridiques leurs répercussions.

■ Le cadre réglementaire

Il est donc précisé à nouveau selon l'article L2224-8 du code général des collectivités territoriales que : « **Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif (...) et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif** »

L'alinéa 10 du même article confirme le fondement de ces obligations : « ...,afin de **protéger la salubrité publique...** ».

Dans le code de la santé publique à l'article L33 modifié par la loi sur l'eau, il est précisé désormais : « **Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement non collectif dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement (...)** ». La collectivité sera donc en mesure de s'appuyer notamment sur cet article du code de la santé publique pour demander au propriétaire de faciliter l'accès au système et voire sa réhabilitation.

■ La qualification du service et conséquences sur son financement

La nouvelle compétence communale en matière de contrôle et, le cas échéant, l'entretien des systèmes d'assainissement non collectif, est prise en charge afin d'assurer la salubrité publique et par conséquent, constitue une mission de service public.

Ainsi, **le contrôle de l'assainissement non collectif est soumis aux dispositions législatives qui régissent les services d'assainissement**, notamment les articles L2224-8 et L2224-12 du code général des collectivités territoriales

La circulaire va plus loin dans son analyse puisqu'elle met en évidence **le caractère industriel et commercial du service**. Les conséquences qui en découlent sont logiques :

- * **Une redevance qui ne peut être mise qu'à la charge des usagers**, doit permettre le financement de ce service
- * **Le budget du service doit s'équilibrer** en recettes et en dépenses (Art L2224-1 du code général des collectivités territoriales et R372-16 du code des communes)
- * Le produit des redevances doit être affecté exclusivement au financement des charges du service concerné (art. R372-17 du code des communes)
- * La redevance doit trouver sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ; elle ne peut donc être demandée qu'après la mise en place effective du service pour l'utilisateur



- * **La tarification doit respecter le principe d'égalité des usagers devant le service** ; il ne peut donc pas y avoir plusieurs tarifs applicables aux usagers du service d'assainissement non collectif, et les bases de calcul du tarif ne peuvent être les mêmes que celles utilisées par le service d'assainissement collectif

■ Mode de gestion du service

Que les services d'assainissement collectif et non collectif soient dans une structure unique, leurs budgets de fonctionnement doivent rester distincts.

Actuellement, le meilleur support des redevances reste la facture payée par l'utilisateur du réseau d'alimentation en eau potable (décret n°67-945, du 24/10/67). Il faut néanmoins s'attendre dans un proche avenir à une révision pour mieux respecter les particularités du service d'assainissement non collectif.

Les modes de gestion à envisager restent les mêmes que ceux utilisés dans le cadre du service d'assainissement collectif, c'est-à-dire : **la régie, la délégation de service et bien sûr la prestation de service.**

■ Le droit d'entrée dans les propriétés privées

La circulaire souligne que l'article L35-10 du code de la santé, confère maintenant aux **agents du service d'assainissement un droit d'accès aux propriétés privées pour le contrôle et l'entretien des systèmes d'assainissement non collectif.** Ce droit d'accès ne doit pas aller à l'encontre des droits et des libertés individuelles.

L'agent ne peut donc pas pénétrer de force dans la propriété en cas de refus du propriétaire. Par la suite, il reste à la charge du maire de faire constater l'infraction.

Il semble alors intéressant de rappeler les dispositions de l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales : « *La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique. Elle comprend notamment :*

... « ° le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser ... les pollutions de toute nature ... ».

De plus, **en cas d'urgence, en s'appuyant sur l'article L2212-4 du code général des collectivités, le Maire a le pouvoir de recourir à la force publique pour pénétrer dans la propriété privée et faire cesser les atteintes à la salubrité publique.**

En parallèle, il existe une série de **sanctions pénales prévues** notamment à l'article L48 du code de la santé publique, à l'article 25 de la loi sur l'eau, aux articles L152-2 et L152-4 du code de la construction et de l'habitation.



■ La réhabilitation des installations existantes

A priori, **actuellement la réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif** existants ne devrait être envisagée que lorsque les principes généraux exposés à l'article L1 du code de la santé publique ne peuvent être atteints.

Une simple non-conformité de la filière en place sans impact identifié sur le milieu naturel ou la salubrité publique, **ne peut donc justifier la réhabilitation** de celle-ci. Il semble donc délicat aux communes de prétendre actuellement à la réhabilitation systématique des filières d'assainissement non collectif non conformes.

Cela étant, malgré son statut de service publique à caractère industriel et commercial qui ne l'autorise pas à dépasser les limites imposées par le principe de liberté de commerce et d'industrie, **le service d'assainissement non collectif peut prétendre à intervenir, dans le cadre d'une convention avec le propriétaire et l'occupant, dans le cas où l'exercice du contrôle ou de l'entretien du système rend indispensable la reconstruction ou la réhabilitation de celle-ci.**

Pour conclure sur la gestion totale de l'assainissement non collectif, il est important de préciser que **l'article 31 de la loi sur l'Eau** et le décret n°93-1182 du 21 octobre 1993 pris pour son application, **permet aux communes de réaliser des travaux** qu'elles se doivent de justifier **dans le cadre d'une enquête publique**, afin que l'intérêt général et l'utilité publique soient reconnus.

En résumé...

... La commune doit obligatoirement mettre en place un service d'assainissement non collectif pour le contrôle des filières. Elle peut également en assurer l'entretien si elle le souhaite, mais aller jusqu'à la réhabilitation des ouvrages ne semble se justifier actuellement que dans le cadre de nuisances avérées.

... quel que soit le mode de gestion choisi par la commune (régie, délégation de service ou encore prestation de service), cette dernière se doit d'instaurer une redevance et de respecter l'égalité des usagers devant le service.

... l'agent chargé du contrôle des filières ne pourra pénétrer de force sur une propriété privée. En cas d'atteinte à la salubrité publique, la commune pourra recourir à la force publique, comme il en était question AVANT la loi sur l'eau.



2.2. Mise en place d'un service de contrôle de l'assainissement non collectif

2.2.1. Les objectifs

En mesurant les risques de contamination du milieu naturel et d'atteintes à la salubrité publique, le législateur a voulu mettre en place des outils permettant de prévenir ces risques. Pour le contrôle de l'assainissement non collectif, quel que soit le type (confère chapitre "2.2.2 Les différents types de contrôles"), il sera nécessaire d'obtenir les informations suivantes afin d'établir un état des lieux :

■ Données générales :

cette partie de l'étude consiste à définir le type d'habitation, les noms des propriétaires ou locataires, la nature des rejets, la consommation d'eau ...

■ Données relatives au site :

une caractérisation de la parcelle se fera à l'aide de l'étude de la surface, des pentes, de la nature des sols...

■ Données relatives à l'assainissement existant :

cette partie de l'étude permet de définir l'état de l'assainissement existant, de dresser l'inventaire des sorties d'eaux usées et leur lieu de rejet...

■ Qualification de l'état des installations :

une grille d'évaluation de la qualité et de la conformité des différentes parties de l'assainissement peut être dressée afin d'évaluer la nature des travaux de réhabilitations à effectuer.

Ce contrôle d'assainissement non collectif doit également avoir comme objectif de conseiller les usagers pour que leurs systèmes soient plus performants. Les questionnaires sur l'assainissement non collectif distribués dans le cadre du schéma directeur d'assainissement de la commune de ST VIANCE, ont bien mis en évidence le manque de connaissance générale sur le fonctionnement de la filière en place, et sur les règles à respecter pour optimiser son espérance de vie.

Pour atteindre ces objectifs, il est donc évident que l'agent chargé du contrôle devra posséder une solide formation dans le domaine de l'assainissement non collectif afin de répondre aux interrogations que les particuliers auront.



2.2.2. Les différents types de contrôles

Le contrôle de l'assainissement non collectif ne peut pas être présenté en un bloc homogène apte à répondre à toutes les situations. Il doit être caractérisé en trois éléments qui obligeront l'agent à adapter son intervention :

1- La variabilité des filières d'assainissement non collectif

Selon que le système est basé sur une épuration en sol naturel ou en sol artificiel, l'approche technique pourra être très différente.

2- L'état d'avancement de la filière

Que la filière existe depuis de nombreuses années ou qu'elle soit neuve ou encore en cours de conception, les points de contrôle pourront être différents.

3- Le degré d'accessibilité de la filière

Que l'agent puisse effectuer ces observations ou qu'il ne le puisse pas influera inévitablement sur les prestations à réaliser.

Le premier de ces points devra être géré au cas par cas et s'appuiera non seulement sur la capacité des formulaires à s'adapter à la réalité du terrain, mais aussi sur les connaissances techniques dont dispose l'agent de contrôle.

Les deux points suivants pourront être maîtrisés en utilisant plusieurs types de contrôles :

- * Le contrôle de conception
- * Le contrôle de réalisation
- * Le contrôle de fonctionnement régulier

Ce dernier type de contrôle nécessitant des compléments d'information lors de la première visite.

Le synoptique page 15 permet de synthétiser les relations qui existent entre chaque type de contrôle

Dans le cadre d'habitations neuves, le contrôle s'effectuera donc selon les 3 types de visites précédemment cités, tandis que pour une habitation existante, le contrôle de fonctionnement sera le seul effectué, mise à part pour les installations portant atteinte à la salubrité publique.

2.2.2.1. le contrôle de la conception :

Il s'agit d'une vérification de conformité de la filière, permettant de comparer les critères de choix de la filière d'assainissement lors de l'élaboration du projet d'habitation par l'architecte avec les caractéristiques du milieu naturel (sol, topographie et eaux superficielles), et les bases dimensionnelles habituellement utilisées.

Ce type de contrôle nécessite donc de recueillir des informations sûres :

- * l'habitation (capacité, espace, position, ...)



- * Le site (servitudes, hydrogéologie, topographie,...)
- * La nature des sols (texture, hydromorphie, profondeur,...)
- * Les caractéristiques de la filière envisagée (prétraitement, traitement,...)

L'agent doit donc se positionner sur le choix technique réalisé par l'architecte dans le projet d'habitation.

L'avis sur la conception doit être formulé (favorable ou défavorable) avant le commencement des travaux.

2.2.2.2. le contrôle de la filière après réalisation :

Le document de référence est le DTU 64-1 (NF P 16 603), document normatif pour la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif.

L'agent se doit de vérifier les éléments suivants :

- * implantation des ouvrages
- * vérification des matériaux utilisés
- * caractéristiques de la collecte, du prétraitement, et du traitement
- * caractéristiques de la ventilation et des indicateurs de fonctionnement

L'agent peut demander à l'entrepreneur de refaire les travaux en cas de non-conformité.

2.2.2.3. le contrôle de fonctionnement :

Les modalités de ce type de contrôle rejoint celui des filières existantes.

2.2.2.3.1. Le 1^{er} contrôle de fonctionnement

Il est quasi habituel de rencontrer des problèmes d'accessibilité de la filière d'assainissement non collectif. Voilà pourquoi la première visite se résume très régulièrement au constat de non accès des ouvrages d'assainissement.

L'agent devra donc être susceptible, dans le temps qui lui est imparti, d'assister l'utilisateur dans la mise à jour des regards de visite de la fosse toutes eaux ou septique, du bac à graisses, et des regards répartiteurs sur le traitement.

Dans un premier temps, l'agent se bornera à inciter voire à fortement conseiller l'utilisateur de réaliser les travaux d'accessibilité pour que la prochaine visite puisse véritablement porter ses fruits.

Si l'inaccessibilité n'est que passagère, l'agent de contrôle se renseignera sur la fréquence des vidanges des prétraitements, certificats à l'appui.

Si aucun problème d'accessibilité n'est observé, la première visite se déroulera comme une visite de fonctionnement régulier.



Cette difficulté à accéder aux ouvrages pousse les collectivités et les administrations à réaliser un **DIAGNOSTIC** précis du parc des installations avant de mettre en place les visites de contrôle à proprement parler.

Ce diagnostic pouvant être pris en charge par le budget général de la commune et non par le budget du service d'assainissement non collectif.

2.2.2.3.2. Le contrôle de fonctionnement régulier

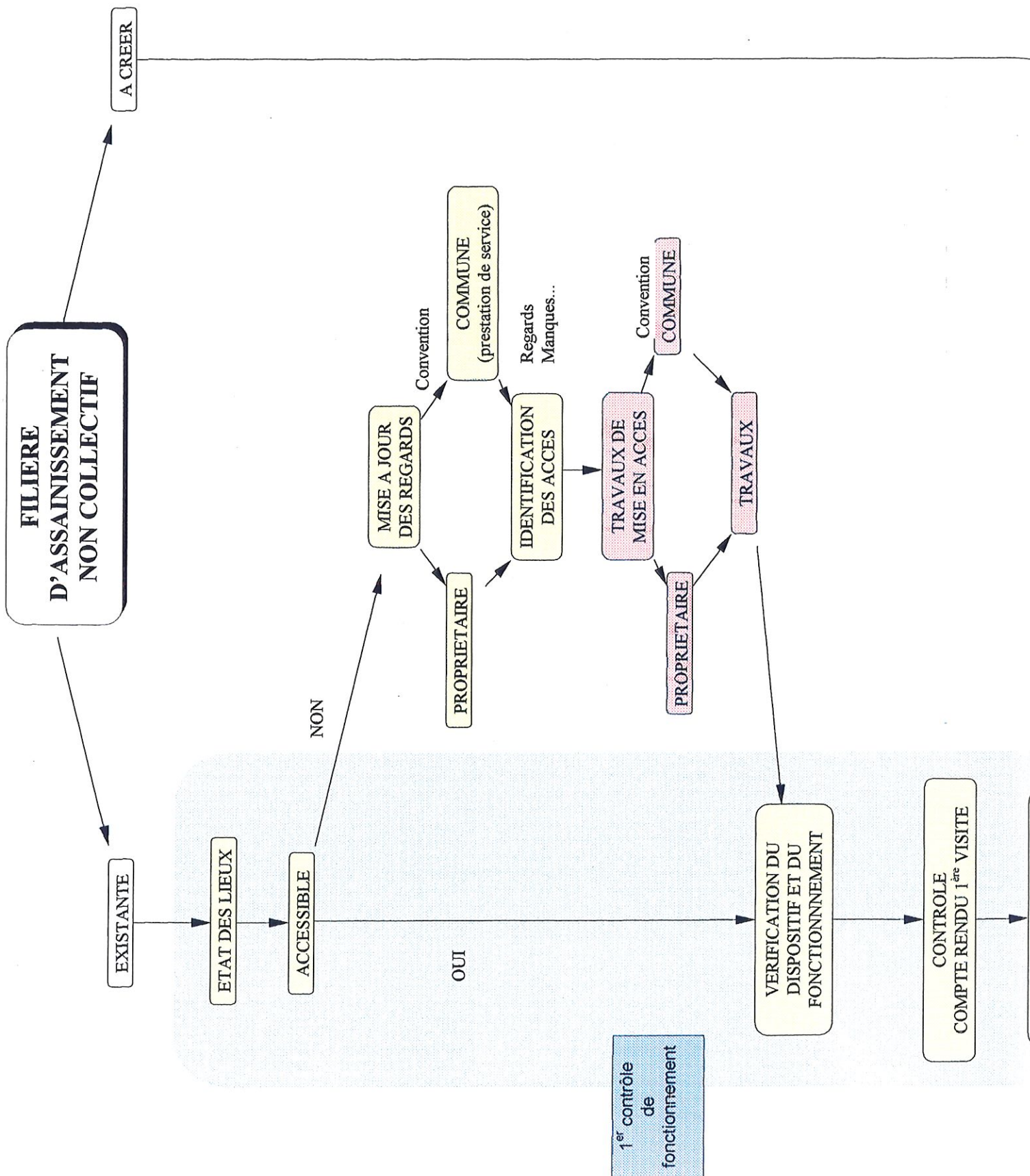
L'objectif de ce contrôle est de donner la possibilité à la commune de détecter très tôt une anomalie de fonctionnement susceptible d'engendrer un impact sur le milieu naturel ou la salubrité publique.

Ainsi, l'agent de contrôle s'attachera à recueillir les données sur les ouvrages suivants :

- * regards de collecte (accès, écoulement, dépôt, ...)
- * fosse toutes eaux / fosse septique (état, niveau des boues,...)
- * préfiltre existant (accès, étanchéité, matériaux filtrant, ...)
- * bac à graisses (accès, alimentation, épaisseur, ...)
- * traitement (filière, regards de répartition, écoulement, ...)

Lors de la visite l'agent cherchera à conseiller systématiquement l'utilisateur sur l'entretien de la filière implantée





2.2.3. Organisation et répercussions financières

Dans le cas où la mairie décide de ne prendre en charge que le contrôle de l'assainissement non collectif, il sera tout de même nécessaire de prévoir l'affectation d'une personne des services communaux, afin de vérifier la mise en place et le bon fonctionnement des dispositifs d'assainissement non collectif.

Avant son intervention pour la réalisation des premières visites de contrôle, il sera absolument nécessaire que l'employé communal affecté au service effectue une formation sur l'assainissement non collectif.

Le secrétariat de la commune devra lui prêter assistance, afin que les propriétaires ou occupants des habitations concernées, reçoivent un avis de passage précis (date et heure), cet avis est indispensable à la bonne acceptation de cette nouvelle obligation par les usagers

Le rythme des enquêtes sera de l'ordre de 4 par jour pour les premières afin de bien identifier les différents problèmes. Après ce premier passage, le rythme des visites de contrôle pourra être augmenté voire même doublé.

A raison de 70 habitations en assainissement non collectif sur la commune de ST VIANCE, il faudra donc prévoir 17 jours afin de contrôler l'ensemble des filières. Même s'il ne sera pas nécessaire de créer un emploi supplémentaire, la charge salariale devra être imputée dans le budget assainissement non collectif.

Le coût salarial de la première année sera donc de 20 400 FHT/an (17 jours x 8 heures x 150 F/heure)

En considérant que pour les années suivantes, le rythme des visites pourra être doublé, 9 jours suffiront à une personne pour assurer le contrôle de l'assainissement non collectif.

Le coût salarial des années suivantes sera donc de 10 800 FHT/an (9 jours x 8 heures x 150 F/heure)

Tous les coûts devront être imputés exclusivement sur le budget de l'assainissement non collectif ainsi tout l'équipement de la commune sera compté en location à la commune.

Des investissements en matériel seront indispensables au bon fonctionnement du service :

véhicule, carburant et assurance	620 F HT/jour
matériel divers :	2 000 FHT/an
matériel informatique	7 500 FHT/an
affranchissement :	315 FHT/an
différents consommables :	3 000 FHT/an



Le coût total du contrôle de l'assainissement non collectif sera donc de 43 755 FHT/an pour la première année.

Cependant, les années suivantes, les coûts pourront être réduits si l'on considère qu'il faudra moins de temps pour effectuer les contrôles de l'assainissement non collectif.

Afin que le budget s'équilibre entre les dépenses et les recettes, le financement du contrôle de l'assainissement non collectif se fera par l'intermédiaire de redevances. Les sommes à financer seront entièrement répercutées sur les 70 habitations.

En effet, il ne sera pas envisageable d'obtenir une subvention de l'agence de l'eau, celle-ci ne l'accordant que si la commune prend à sa charge la gestion des vidanges des fosses septiques ou toutes eaux.

Tableau récapitulatif

Année	nombre de filières contrôlées	nombre de jours de travail	charge salarial	Charges en matériel	coût total	coût par habitation
1	70	18	21 000	23 665	44 665 F	638 F
2	70	9	10 500	10 605	21 105 F	301 F
3	70	9	10 500	10 605	21 105 F	301 F
4	70	9	10 500	10 605	21 105 F	301 F
5	70	9	10 500	10 605	21 105 F	301 F

Cette redevance perçue par la commune auprès des usagers pourra être directement liée au prix du mètre cube d'eau.



2.3. Gestion partielle de l'assainissement non collectif

Si la commune prend en charge l'entretien des fosses septiques ou toutes eaux en plus du contrôle de l'assainissement non collectif, il lui faudra prévoir environ une journée de plus de travail pour 50 fosses à entretenir parallèlement au contrôle de l'assainissement non collectif.

La tâche consistera alors à prendre contact avec les propriétaires des systèmes d'assainissement afin de leur fixer des rendez-vous avec un hydrocureur. Ce dernier se chargera alors des vidanges, les coûts totaux seront répartis entre les différentes habitations, les frais de déplacement étant ainsi réduits. En aucun cas, le coût des vidanges ne sera financé par la commune, son rôle étant seulement d'organiser les vidanges.

Cette solution permettra à la mairie d'être sûre de l'entretien des systèmes de pré traitements. Cela n'empêchera cependant pas une visite de contrôle du système. Une vidange régulière de la fosse toutes eaux ne permettant pas d'assurer le bon fonctionnement de l'ensemble du système. En effet, une fosse vidangée régulièrement (tous les 4 ans) peut tout de même avoir un mauvais fonctionnement en cas de mauvais dimensionnement, de mauvaise utilisation ou s'il existe un bac à graisses séparé non entretenu.

La taxe assainissement non collectif à répercuter comprendra donc la main d'œuvre pour la mise en place des vidanges et le contrôle régulier des installations. Dans ce cas, l'Agence de l'Eau accorde une subvention de 150 F par installation contrôlée.

Tableau récapitulatif

Année	nombre de filières contrôlées	nombre de filières à vidanger	nombre de jours de travail	charge salarial	Charges en matériel	coût total	montant des subventions	coût de la gestion partielle	coût par habitation
1	70	0	18	21 000	23 796	44 796 F	10 500 F	34 296 F	490 F
2	99	25	13	15 444	21 055	36 499 F	14 850 F	21 649 F	219 F
3	128	32	17	19 968	23 523	43 491 F	19 200 F	24 291 F	190 F
4	167	39	20	24 492	25 991	50 483 F	23 550 F	26 933 F	172 F
5	186	47	24	29 016	28 459	57 475 F	27 900 F	29 575 F	159 F
6	215	54	28	33 540	30 927	64 467 F	32 250 F	32 217 F	150 F
7	244	61	32	38 064	33 395	71 459 F	36 600 F	34 859 F	143 F
8	273	68	35	42 588	35 863	78 451 F	40 950 F	37 501 F	137 F
9	302	76	39	47 112	38 331	85 443 F	45 300 F	40 143 F	133 F
10	331	83	43	51 636	40 799	92 435 F	49 650 F	42 785 F	129 F
11	360	90	47	56 160	43 267	99 427 F	54 000 F	45 427 F	126 F
12	389	97	51	60 684	43 853	104 537 F	58 350 F	46 187 F	119 F



2.4. Gestion totale de l'assainissement non collectif

Si la mairie décide de prendre en charge la gestion totale de l'assainissement non collectif, il faudra prévoir en plus du contrôle, l'entretien et la gestion des travaux de restauration et de mise en place de l'assainissement non collectif.

Pour la définition des travaux, un état des lieux devra être effectué, à savoir que trois cas peuvent se présenter :

- 1- lors de l'état des lieux, il est constaté que l'installation est conforme, dans ce cas seul l'entretien devra être pris en compte.
- 2- lors de l'état des lieux, il est constaté que l'installation est non conforme, mais ne provoque aucun risque pour la salubrité publique ou aucune pollution évidente, selon le contexte réglementaire actuel, il sera difficile de justifier vis-à-vis de l'usager le remplacement de la filière d'assainissement non collectif.
- 3- lors de l'état des lieux, il est constaté que l'installation est polluante et/ou porte atteinte à la salubrité publique, il faudra donc prévoir les travaux de réhabilitation ou de remplacement de la filière en plus de l'entretien.

L'entretien courant consiste à organiser les vidanges périodiques des fosses septiques ou toutes eaux (tous les quatre ans).

Pour la réhabilitation, un ordre de priorité devra se mettre en place afin d'éliminer en priorité les filières les plus insalubres.

Les vidanges devront se faire sur le rythme du quart des installations par an soit 96 fosses par an. Les contrôles envisagés dans le cadre du service public de l'assainissement non collectif devront permettre de s'assurer que l'élimination des matières de vidange emprunte un circuit conforme aux diverses réglementations en vigueur. Les certificats remis par les vidangeurs faciliteront ce contrôle. Actuellement, trois modes de traitement sont mis en avant pour assurer l'élimination des matières de vidange :

1. La **"mise en déposables"**, c'est-à-dire en **décharges contrôlées**. Cette solution, si elle a l'avantage d'apparaître simple, sera bientôt interdite (échéance de 2002) du fait des dispositions législatives intervenues en matière de déchets. Quoiqu'il en soit, cette solution doit se conformer aux règles prévues par le plan départemental d'élimination des déchets lorsqu'il intègre les matières de vidange.



2. **Le traitement à l'aide d'une station d'épuration.** Cette possibilité suppose nécessairement que la collectivité soit dotée d'un traitement ou qu'elle passe une convention avec une collectivité qui en est pourvue.
3. **La valorisation agricole des matières de vidanges et des boues.** Constituant actuellement 60% de l'élimination des boues d'épuration, la valorisation agricole des boues et des matières de vidanges est considérée comme la filière "la plus intéressante à la fois sous l'angle économique et sous l'angle de l'environnement". Dans le but d'encadrer plus strictement cette pratique, deux textes réglementaires sont récemment venus régir cette question : le décret n°97-1133 du 8 décembre 1997 et l'arrêté du 8 janvier 1998 pris pour son application. Ladite réglementation, dont l'application doit être assurée par "l'entreprise de vidange" en cas d'épandage des matières issues des dispositifs d'assainissement non collectif, prévoit que ces opérations ne doivent ni porter atteinte à la santé de l'homme ni nuire à la qualité des sols et présenter en outre "un intérêt pour les sols ou pour la nutrition des cultures et des plantations". L'épandage est réalisé selon des procédures prévues par ce décret et précisées par l'arrêté du 8 janvier 1998. Un dispositif de surveillance doit être mis en place, notamment à travers la tenue d'un registre et par l'envoi au Préfet d'une synthèse des opérations effectuées chaque année par l'entreprise de vidange.

Il est important de préciser que l'épandage des matières de vidanges nécessitera un pré traitement permettant l'élimination des graisses et des sables.

L'EPANDAGE DES MATIERES DE VIDANGES NE PEUT ETRE ENVISAGE SANS UN PRE TRAITEMENT ADAPTE.

Sur la commune de ST VIANCE, il est possible de considérer qu'à **terme**, 90% des installations seraient à réhabiliter, car en mauvais état et susceptible d'avoir un impact sur le milieu naturel ou sur la salubrité publique. Cependant, il est possible d'estimer à 20% le nombre d'installations qui sont actuellement source de pollution.

En plus des habitations existantes, la commune devra s'occuper de la réception de nouvelles installations. Pour exemple, en 1998, il y a eu 10 constructions équipées d'une filière d'assainissement non collectif, soit 10 contrôles de réalisation à effectuer après la réalisation des travaux (à tranchée ouverte)

Les coûts seront répartis sur les postes suivants :

- Mise au point de conventions entre la commune et le propriétaire
- Contrôle de réhabilitation (environ 2 par jour)
- Organisation de la délégation de la maîtrise d'ouvrage
- Maîtrise d'œuvre
- Service de facturation

Pour cela, le nombre de jours nécessaires pour effectuer l'étude de réhabilitation d'une filière s'établira à 2 jours. Ces 2 jours comprennent la réalisation du rapport de prescription de la filière, la recherche de l'entrepreneur (celle-ci se fera pour un groupe



de réhabilitation) et la réception des travaux. Un technicien ne pouvant se charger de l'ensemble des tâches, il faudra prévoir dans ces deux jours deux heures d'ingénieur.

Le contrôle se fera sur un rythme de 8 filières par jour. Pour la gestion des vidanges, il faudra prévoir environ 1 journée pour 50 filières, afin de préparer l'envoi des courriers et de contacter l'hydrocureur.

Le coût des travaux sera donc variable en fonction des années, la charge salariale variant en fonction de la somme des travaux.

Le financement de la gestion de l'assainissement non collectif se fera de deux façons :

1. à l'aide de subventions accordées par l'Agence de l'Eau à raison de 150 FHT par habitation contrôlée. Pour une réhabilitation, le particulier peut bénéficier de 60% de subvention à condition que ce soit réalisé sous maîtrise d'ouvrage publique par la commune ou par un organisme agréé par l'agence de l'Eau. Le plafond de cette subvention est alors à 59 000 F HT par habitation.
2. par l'intermédiaire de taxes. Ces taxes sont évaluées en fonction du coût à financer et du nombre d'habitations.

Tableau récapitulatif

nombre de filières totales : 70

nombre de filières polluantes

14

Année	nombre de filières contrôlées	nombre de filières à vidanger	nombre de jours de travail	nombre de filières à réhabiliter	nombre de jours de travail	charge salariale	Charges en matériel	coût total	montant des subventions	coût de la gestion	coût par habitation
1	70	0	9	0	0	10 800	18 371	28 971 F	10 500 F	18 471 F	264 F
2	99	25	13	15	30	51 544	39 655	91 199 F	14 850 F	76 349 F	771 F
3	128	32	17	15	30	56 068	42 123	98 191 F	19 200 F	78 991 F	617 F
4	157	39	20	15	30	60 592	44 591	105 183 F	23 550 F	81 633 F	520 F
5	186	47	24	15	30	65 116	47 059	112 175 F	27 900 F	84 275 F	453 F
6	215	54	28	15	30	69 640	49 527	119 167 F	32 250 F	86 917 F	404 F
7	244	61	32	15	30	74 164	51 995	126 159 F	36 600 F	89 559 F	367 F
8	273	68	35	15	30	78 688	54 463	133 151 F	40 950 F	92 201 F	338 F
9	302	76	39	15	30	83 212	56 931	140 143 F	45 300 F	94 843 F	314 F
10	331	83	43	15	30	87 736	59 399	147 135 F	49 650 F	97 485 F	295 F
11	360	90	47	15	30	92 260	61 867	154 127 F	54 000 F	100 127 F	278 F
12	389	97	51	15	30	96 784	62 453	159 237 F	58 350 F	100 887 F	259 F



2.5. Mise en place d'un service intercommunal

Afin de diminuer les coûts par habitation, un syndicat intercommunal entre les communes de l'agglomération de Brive peut être mis en place. Celui-ci aurait pour vocation de s'occuper de l'ensemble des habitations de l'agglomération en assainissement non collectif soit au total, environ 2 300 filières. Pour cela, il faudra prévoir l'emploi de deux personnes afin de pouvoir assurer le service complet du contrôle de l'assainissement non collectif.

2.5.1. Service de contrôle de l'assainissement non collectif

Tableau récapitulatif

Année	nombre de filières contrôlées	nombre de jours de travail	charge salarial	Charges en matériel	coût total	coût par habitation
1	2312	578	693 600 F	381 264 F	1 074 864 F	465 F
2	2492	312	373 800 F	204 531 F	578 331 F	250 F
3	2672	334	400 800 F	218 943 F	619 743 F	268 F
4	2852	357	427 800 F	233 355 F	661 155 F	286 F
5	3032	379	454 800 F	247 768 F	702 568 F	304 F

2.5.2. Service de gestion partielle de l'assainissement non collectif

Le tableau récapitulatif reprend les coûts du contrôle de l'assainissement non collectif en ajoutant le temps nécessaire à la mise en place des vidanges des fosses septiques et/ou toutes eaux et en prenant en compte les subventions accordées par l'Agence de l'Eau.



Commune de St Viance (APS 97010)
Schéma Directeur d'Assainissement de l'agglomération de Brive
Contrôle et gestion de l'assainissement non collectif.
Gestion de l'assainissement collectif.

Année	nombre de filières contrôlées	nombre de filières à vidanger	nombre de jours de travail	charge salarial	Charges en matériel	coût total	montant des subventions	coût de la gestion partielle	coût par habitation
1	2312	0	578	693 600 F	381 264 F	1 074 864 F	346 800 F	728 064 F	315 F
2	2492	623	324	388 752 F	224 569 F	613 321 F	373 800 F	239 521 F	96 F
3	2672	668	347	416 832 F	239 887 F	656 719 F	400 800 F	255 919 F	96 F
4	2852	713	371	444 912 F	255 205 F	700 117 F	427 800 F	272 317 F	95 F
5	3032	758	394	472 992 F	270 523 F	743 515 F	454 800 F	288 715 F	95 F
6	3212	803	418	501 072 F	285 841 F	786 913 F	481 800 F	305 113 F	95 F
7	3392	848	441	529 152 F	301 159 F	830 311 F	508 800 F	321 511 F	95 F
8	3572	893	464	557 232 F	316 477 F	873 709 F	535 800 F	337 909 F	95 F
9	3752	938	488	585 312 F	331 795 F	917 107 F	562 800 F	354 307 F	94 F
10	3932	983	511	613 392 F	347 113 F	960 505 F	589 800 F	370 705 F	94 F
11	4112	1028	535	641 472 F	362 431 F	1 003 903 F	616 800 F	387 103 F	94 F
12	4292	1073	558	669 552 F	377 749 F	1 047 301 F	643 800 F	403 501 F	94 F

2.5.3. Service de gestion de l'assainissement non collectif

Le principe est le même que pour une commune isolée mais à une échelle plus importante. L'avantage sera la diminution des coûts du fait d'investissements groupés mais aussi la possibilité d'employer des personnes (au moins 2) spécialisées dans le domaine et n'ayant que cette charge de travail à gérer.

Tableau récapitulatif

nombre de filières totales : 2312 nombre de filières polluantes 462

Année	nombre de filières contrôlées	nombre de filières à vidanger	nombre de jours de travail	nombre de filières à réhabiliter	nombre de jours de travail	charge salarial	Charges en matériel	coût total	montant des subventions	coût de la gestion	coût par habitation
1	2312	0	335	0	0	402 388 F	231 563 F	633 951 F	346 800 F	287 151 F	124 F
2	2492	623	361	87	44	485 908 F	275 525 F	761 433 F	373 800 F	387 633 F	156 F
3	2672	668	387	87	44	517 228 F	292 517 F	809 745 F	400 800 F	408 945 F	153 F
4	2852	713	414	87	44	548 548 F	309 509 F	858 057 F	427 800 F	430 257 F	151 F
5	3032	758	440	87	44	579 868 F	326 501 F	906 369 F	454 800 F	451 569 F	149 F
6	3212	803	466	84	42	609 388 F	342 563 F	951 951 F	481 800 F	470 151 F	146 F
7	3392	848	492	84	168	791 908 F	437 675 F	1 229 583 F	508 800 F	720 783 F	212 F
8	3572	893	518	84	168	823 228 F	454 667 F	1 277 895 F	535 800 F	742 095 F	208 F
9	3752	938	544	84	168	854 548 F	471 659 F	1 326 207 F	562 800 F	763 407 F	203 F
10	3932	983	570	84	168	885 868 F	488 651 F	1 374 519 F	589 800 F	784 719 F	200 F
11	4112	1028	596	84	168	917 188 F	505 643 F	1 422 831 F	616 800 F	806 031 F	196 F
12	4292	1073	622	84	168	948 508 F	502 511 F	1 451 019 F	643 800 F	807 219 F	188 F



2.6. Service départemental d'assistance technique au contrôle de l'assainissement non collectif

Depuis le 1^{er} janvier 1998, Le SATESE de Corrèze a reçu comme nouvelle mission L'ASSISTANCE TECHNIQUE A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF. Les communes peuvent donc d'ores et déjà faire appel à ce service du Conseil Général de Corrèze pour répondre aux obligations réglementaires en matière d'assainissement non collectif.

Les chapitres suivants détaillent le contenu des prestations que le SATESE peut fournir à toutes les communes du département.

G2C environnement tient à préciser que sa très bonne connaissance de cette organisation tient en partie au fait que nous sommes directement associés à la réalisation de cette mission. G2C environnement réalise pour le compte du Conseil générale de Corrèze les visites techniques.

2.6.1. le contrôle de la bonne exécution des nouvelles installations

En parallèle de la procédure de Permis de construire, la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale effectue une visite technique sur les parcelles des futures habitations concernées par l'assainissement non collectif, et oriente le propriétaire sur la filière la plus adaptée au contexte géographique, topographique et pédologique.

Suite à l'obtention du permis de construire et donc la construction de la filière d'assainissement non collectif, Le SATESE de Corrèze effectue en collaboration avec le propriétaire ***une visite de contrôle de la bonne exécution de la nouvelle installation.***

Sont ainsi vérifiés lors de la visite, non seulement le respect des prescriptions de la DDASS, mais également le respect des règles techniques prévues par le D.T.U 64.1, document de référence en la matière.

Cette visite donnera lieu à des conseils techniques simples assurant la longévité et l'efficacité des ouvrages en fonction des prescriptions de la DDASS.

A titre indicatif, le coût d'une visite de contrôle s'élève à 690 F HT. Ce coût sera assumé dans un premier temps par la commune, qui dans le cadre du service d'assainissement non collectif répercutera la dépense sur le pétitionnaire.



Dans le cas de la commune de ST VIANCE, étant donné le nombre de permis de construire moyen annuel, au nombre de 10 environ, le service aura à gérer un montant de 6 900 FHT.

2.6.2. le suivi des installations existantes

Pour les installations existantes, il s'agira dans un premier temps de dresser un dossier technique descriptif des installations puis périodiquement de s'attacher au suivi du bon fonctionnement des ouvrages existants.

Cette visite comporte :

- * une enquête auprès des usagers
- * un examen détaillé des ouvrages
- * un suivi de la gestion des vidanges
- * un contrôle au colorant en cas de suspicion de by-pass
- * un suivi de la turbidité de l'effluent en cas de présence d'un filtre à sable comme traitement
- * une vérification de la fiche descriptive rédigée lors de la première visite

Les conseils sont également fournis aux usagers afin de permettre l'optimisation du fonctionnement.

Cette visite des installations existantes a un coût de 430 FHT. La commune répercutera annuellement le coût de cette prestation directement à l'abonné dans le cadre du service d'assainissement non collectif.

Dans ce type d'organisation, la commune de ST VIANCE gèrerait un budget de 30 100 FHT, pour 70 filières d'assainissement non collectif.

A ce niveau d'organisation (absence de gestion des vidanges), la commune ne pourra prétendre à la subvention de 150 FHT par visite de l'agence de l'eau.

2.7. Rappel de la nécessité de communiquer

Cette nouvelle organisation réglementaire dans le domaine de l'assainissement non collectif réclame une bonne compréhension du sujet avant sa mise en place sur le terrain.

Il est indispensable que la commune sache valoriser les avantages de cette assistance technique auprès du particulier. Nous pouvons ainsi rappeler que :

1. la visite de contrôle de conception permet d'assurer aux propriétaires une installation efficace et donc durable, malgré sa méconnaissance du fonctionnement de l'assainissement non collectif.
2. la visite de contrôle annuel permet de limiter les anomalies de fonctionnement.
3. La surveillance annuelle du niveau de boues dans la fosse toutes eaux est une assurance de la longévité du traitement en aval (évite le colmatage).
4. l'assistance technique (plutôt que contrôle), permet d'éviter autant que possible un nouvel investissement coûteux au propriétaire en cas de colmatage, et ainsi lui permet de faire des économies tout en protégeant son cadre de vie.
5. l'organisation des vidanges au niveau communal permet de motiver les sociétés de vidange et ainsi d'obtenir des prix beaucoup plus concurrentiels.

Cette liste est loin d'être exhaustive, d'autres avantages pourraient être cités pour convaincre les particuliers d'adhérer au service d'assainissement non collectif.

La commune de ST VIANCE doit être convaincue de la nécessité de communiquer sur ce sujet, afin que les habitants comprennent les objectifs de cette nouvelle réglementation.

Elle ne doit donc pas hésiter à informer par le biais de réunions publiques, d'articles dans le bulletin municipal ou les journaux locaux.

Plus les usagers seront sensibilisés aux intérêts techniques économiques et environnementaux, plus la mise en place du service d'assainissement non collectif sera aisée.

3. L'assainissement collectif



3.1. La gestion de l'assainissement collectif

3.1.1. Différents modes de gestion de l'assainissement

Le service d'assainissement collectif peut être géré de plusieurs façons :

- soit directement par la collectivité elle-même, sous forme de **régie** bénéficiant de l'autonomie financière mais pas de la personnalité morale, soit de régie dotée de la seule autonomie financière (C.G.collec., art.L.2221-1 et s.; C. communes, art. R.323-8 et s.). Leurs opérations sont retracées dans une comptabilité plus ou moins individualisée selon le degré d'autonomie octroyé au service.
- a) Service exploité en régie simple ou directe par la collectivité locale. Celle-ci prend en charge l'ensemble de l'investissement et du fonctionnement liés à l'exécution du service.
 - * S'il s'agit d'une commune ou d'un groupement de collectivités Syndicat à vocation multiple (SIVOM), les opérations font l'objet d'un budget annexe. Le patrimoine du service se trouve confondu avec celui de la collectivité principale, mais les procédures d'affectation budgétaire et de rattachement des comptabilités permettent une individualisation des opérations de dépenses et de recettes du service.
 - * S'il s'agit d'un groupement de collectivités à vocation unique, les opérations sont retracées au sein du budget unique du groupement.
- b) Régie dotée de l'autonomie financière. Les opérations de recettes et de dépenses font l'objet d'un budget propre qu'il s'agisse d'une régie dépendant d'une commune ou d'un groupement à vocation unique ou multiple.
- c) Régie dotée de la personnalité morale. Les opérations sont toujours retracées au sein d'un budget propre dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent. La comptabilité est généralement tenue sous la forme commerciale. De plus les services exploités sous cette forme possèdent un patrimoine distinct de celui de la collectivité support.



- soit par un organisme privé, lié à la commune par un contrat de **concession ou d'affermage**.

a) La concession : S'il s'agit d'un contrat par lequel la collectivité charge une entreprise de réaliser, à ses frais, les investissements nécessaires à la création du service (réseau et installations) et de faire fonctionner celui-ci à ses risques et périls. L'entreprise se rémunérant au moyen d'une redevance ou d'un prix payés par les usagers. *Pour les services concédés, il n'y a pas lieu d'individualiser budgétairement les opérations qui ne retracent que les relations comptables avec le concessionnaire.*

b) L'affermage : Dans l'affermage, les ouvrages nécessaires à l'exploitation du service ne sont pas construits par l'exploitant (le fermier), mais mis à disposition par la collectivité qui, en règle générale, en a assuré le financement. *Le fermier ne se voit donc confier que la seule exploitation du service.* Pour les services affermés, les opérations de recettes et de dépenses sont décrites par le fermier dans des comptabilités annexes à sa propre comptabilité. Les opérations de recettes et de dépenses effectuées par la collectivité doivent être décrites dans un budget annexe, afin de permettre d'établir l'équilibre financier du service ou, s'il s'agit d'un groupement à vocation unique, dans le budget propre au groupement. Le budget annexe retrace donc les opérations patrimoniales, ainsi que les opérations financières effectuées avec le fermier.

- Soit dans un petit nombre de cas, la collectivité peut faire appel à une **entreprise privée** pour assurer tout ou partie de l'exploitation du service, l'exploitant étant soit rémunéré par la collectivité, et non par l'utilisateur (contrat d'exploitation ou de gérance), soit en fonction des résultats d'exploitation du service (régie intéressée).

a) La régie intéressée : C'est une forme d'exploitation par laquelle un professionnel est contractuellement chargé de faire fonctionner un service public. Cependant la collectivité assume le risque principal du déficit et finance l'établissement du service. Elle demeure chargée de la direction du service mais peut conférer une certaine autonomie de gestion au régisseur.

b) La gérance : Fondée sur les mêmes bases que le contrat de régie intéressée, le contrat de gérance s'en distingue par le fait que la collectivité verse au gérant une rémunération forfaitaire et décide seule des tarifs. Le gérant n'assume, par conséquent, aucun risque dans l'exploitation du service.

Dans ces services gérés en régie intéressée ou sous forme de gérance, la totalité des opérations de recettes ou de dépenses est retracée dans le budget annexe de la collectivité ou dans le budget du groupement à vocation unique.

D'autres modes de la gestion déléguée existent :

- ◇ la **prestation de service** qui est un marché public de service passé entre la collectivité et un entrepreneur privé, aux termes duquel le prestataire est chargé de diverses missions relevant de l'exploitation du service



- ◇ les **contrats mixtes** portant sur la gestion déléguée de services publics (ils peuvent revêtir la forme de contrat d'affermage comportant des "lots concessifs" ou de contrat de concession ne comportant pas la nécessité d'établir, aux seuls frais de l'entreprise, les ouvrages publics).
- ◇ Les **sociétés d'économie mixte locale**, outils au service de la délégation de service public, mais qui ne préjugent pas toutefois du mode d'exploitation.

Les délégations de service public ne peuvent avoir une durée supérieure à vingt ans sauf dérogation exceptionnelle.

Remarque :

Les communes de moins de 3000 habitants et les groupements composés de communes dont la population ne dépasse pas 3000 habitants ont la facilité d'établir un budget unique de services de distribution d'eau potable et d'assainissement dès lors que ces deux services sont soumis aux mêmes règles d'assujettissement à la T.V.A. et si leur mode de gestion est identique. Le budget et les factures émises doivent faire apparaître la répartition entre les opérations effectives.

3.1.2. L'exploitation d'un service d'assainissement

3.1.2.1. Conditions d'exploitation

Fixé par le décret du 16 octobre 1981 (D. 16 oct. 1981 : JONC 23 oct. 1981 et rectific. Du 27), le modèle de règlement du service d'assainissement définit les relations existantes entre l'exploitant de ce service et les usagers domestiques et industriels. Il précise notamment le régime des contrats de déversement, les dispositions techniques relatives aux branchements et les conditions de versement de la redevance et des participations financières qui peuvent être dues au titre du service public de l'assainissement. Le règlement est arrêté d'un commun accord entre le fermier et la collectivité, après délibération de cette dernière.

Un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement doit être présenté par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunal.

3.1.2.2. Le coût des services d'assainissement ruraux

L'approche présentée fait abstraction du mode de gestion, ce choix n'influant pas en lui-même sur le coût du service. Les recettes nécessaires à l'équilibre du service (investissement et fonctionnement) proviennent de la redevance facturée à l'utilisateur (terme fixe et part proportionnelle à la consommation).



3.1.2.2.1. Hypothèses principales :

usager : 2,5 habitants

consommation : fonction des données recueillies (entre 120 et 150 m³/abonné/an)

coût de la main d'œuvre courante : 100 F/heure

coût de l'hydrocureur : programmé : 450 F/heure, en urgence : 600 F/heure

coût de l'électricité : 0,50 F/kWh

coût des déplacements de personnel de personnel : 1,50 F/km

coût d'une réparation simple sur le réseau : 1500 FHT

3.1.2.2.2. Exploitation : (coût annuel)

■ Entretien du réseau

⇒ hydrocurage des bouches d'égout : 6 minutes, 2 fois par an (20 regards/km de réseau en moyenne); hydrocurage avec 2 agents (450 F/heure), soit en agglomération, **1800 F HT/km de réseau**

⇒ curage du réseau :

curage préventif : 20% du linéaire/an soit 1800 F HT/km de réseau

curage accidentel : 1 intervention de 1 heure par an pour 20 branchements soit **1660 F HT/km de réseau.**

⇒ réparation du réseau : 1 intervention par km et par an soit **1500 F HT/km de réseau**

Total entretien du réseau : Regards : 1800 FHT/km
Réseau : 3460 F HT/km
Réparation : 1500 F HT/km
6770 F HT/km

■ Entretien des postes de relèvement

⇒ petit poste individuel : 1500 F HT/an

⇒ poste collectif : 10 000 F HT/an



■ Entretien des stations

L'entretien de ce poste a été étudié au cas par cas selon les chiffres proposés dans les rapports de présentation des solutions. Lorsqu'il s'agit d'un raccordement sur la station de Brive, un coût d'exploitation de 75 F HT/eq/hab. a été comptabilisé.

■ Gestion des usagers et facturation

⇒ facturation et encaissement : 20 F/facture et pour 2 factures/an soit **40 F HT/usager**

⇒ relevé des compteurs : **12 F/compteur**

⇒ gestion de la clientèle, communication, gestion des impayés : 1 temps plein à 150 F/h (1650 heures/an) = 247 500 F

Total gestion des usagers : 75 F/usager

Remarque : La facturation du service d'assainissement étant liée à celle de l'eau potable, on partagera les coûts de gestion entre les deux services et on retiendra pour la gestion des usagers du service d'assainissement : **37,5 F/usager**

3.1.2.3. Application à la commune

Quel que soit le mode de gestion choisi par la commune, l'exploitation a un coût qu'il faudra imputer sur le prix de l'eau. Les tableaux suivants montrent la part qu'il faudra prévoir pour la gestion de l'assainissement collectif pour la commune de ST VIANCE et pour l'ensemble des communes.



Commune de St Viance (APS 97010)
Schéma Directeur d'Assainissement de l'agglomération de Brive
Contrôle et gestion de l'assainissement non collectif.
Gestion de l'assainissement collectif.

	ST VIANCE				ENSEMBLE			
	quantité	coût d'exploitation	coût au m ³ d'eau	coût par raccordement	quantité	coût d'exploitation	coût au m ³ d'eau	coût par raccordement
nombre moyen d'habitants par logement	3	-	-	-	3,0	-	-	-
nbre de raccordés eaux usées actuels	122	-	-	-	3405	-	-	-
Réseau existant (ml)	2600	17 602,00 F	0,32 F	144,28 F	151300	1 024 301,00 F	0,68 F	300,82 F
STEP	0 (BRIVE)	27 450,00 F	0,50 F	226,00 F	3	995 297,50 F	0,68 F	282,30 F
nbre de PR actuels	0	0,00 F	0,00 F	0,00 F	17,0	255 000,00 F	0,17 F	74,89 F
linéaire (m) de réseau prévu en extension	0	0,00 F	0,00 F	0,00 F	1220	8 259,40 F	0,01 F	2,43 F
Poste de relèvement prévu	0	7 000,00 F	0,13 F	57,38 F	3	44 000,00 F	0,03 F	12,92 F
linéaire de réseau prévu en création	23280	157 606,80 F	0,72 F	322,96 F	43455	294 190,35 F	0,16 F	69,96 F
nbre de PR prévus en collectif	13	195 000,00 F	0,89 F	399,59 F	40	262 500,00 F	0,14 F	62,43 F
nbre de raccordés prévus	366	-	-	-	800	-	-	-
Traitement prévu (nbre de STEP)	0	82 350,00 F	0,38 F	168,75 F	11	160 275,00 F	0,09 F	38,12 F
Gestion des usagers	468	36 600,00 F	0,17 F	75,00 F	4205	315 375,00 F	0,17 F	75,00 F
TOTAL	0	523 607,80 F	2,38 F	1 072,97 F	0	3 359 198,25 F	1,81 F	798,88 F



COMMUNE DE St-VIANCE

SCHEMA D'ASSAINISSEMENT

①

SECTEURS AVEC ASSAINISSEMENT COLLECTIF

1) Plan de situation des secteurs au 1/10000

- Assainissement collectif
- Assainissement autonome groupé
- Assainissement individuel

ECHELLE : 1/10000

